

# Qui va payer l'échec vaccinal ?



Le professeur Éric Caumes (chef du service des maladies infectieuses et tropicales à la Pitié-Salpêtrière) annonçait ces jours-ci sur le plateau de J.J. Bourdin sa déception sur le « vaccin ».

Résumons. Il constate que l'immunité n'y est pas du tout. Un prétendu vaccin qui protège quelques mois, ce n'est pas un vaccin. Un prétendu vaccin qui n'empêche ni de contracter, ni de transmettre ne protège personne. E. Caumes conclut donc à l'échec comme un nombre grandissant de professeurs de médecine ces dernières semaines. Là est la véritable actualité.

Or, si l'échec est de plus en plus patent, la dangerosité extrême est très certainement dans le renouvellement fréquent de ces injections. Nous savons tous qu'il n'existe aucune étude de multi-injection avec le recul nécessaire. La classe politique assume d'avoir contraint des personnes à multiplier

l'usage d'un « médicament » par injection sans disposer du moindre recul expérimental et scientifique sérieux.

Pourtant, le risque est grand, et quelques scientifiques d'avant-garde dont Alexandra Henrion-Caude alertent déjà depuis des mois. Eux n'ont pas de conflit d'intérêt et ils sont de ceux qui avaient annoncé l'échec. Ils ne se sont pas trompés. La sur-sollicitation de l'organisme et de notre système immunitaire risque de l'épuiser, voire de le rendre progressivement inopérant. Chacun deviendrait au fil des injections de plus en plus fragile aux agressions microbiennes et virales. On note déjà des syndromes de fatigue, d'essoufflement, de choc physiologique après la nouvelle dose et des « covidés » mêmes.

Dans quelques temps, le risque induit sera de saturer nos hôpitaux, non pas de quelques récalcitrants à la « vaccination », mais de multi-vaccinés épuisés et malades en grands nombres. Mais qui va payer ? Aujourd'hui, nos États ont acheté de bonne foi (espérons-le) sur la base des études de Pfizer, un produit qui ne répond aucunement à ses promesses. Est-ce une surprise de la part d'un laboratoire multi-condamné en milliards de dollars pour publicités mensongères, charlatanisme, corruption, etc. ? Non.

Saurons-nous rappeler à certains que leurs aimables invitations à payer nos frais d'hospitalisation pourraient se retourner contre eux ? Ils ont pris un risque inconsidéré, ils ont écouté des bonimenteurs, ils ont assumé leur choix et consenti librement à l'injection. Pourquoi devrions-nous payer quand l'heure de leurs vulnérabilités va sonner ? La différence entre eux et nous, c'est que nous serons humains et solidaires, que nous savons qu'ils ont été abusés et qu'ils sont au bout du compte des victimes. Mais faudra-t-il leur rappeler quand même.

Mais si nous comptons les milliards de la vaccination plus les milliards des tests, plus les milliards des mesures de

confinement, cela fait beaucoup pour un drôle de bilan. Alors qui va payer l'escroquerie dont parle, à juste titre, le professeur Claverie, virologue, directeur de l'IGS, laboratoire CNRS : « Information Génomique et Structurale », professeur à la faculté de médecine d'Aix-Marseille ? Lui aussi chez Morandini stigmatise la politique sanitaire qui n'est pas de la médecine. Il alerte sur l'inutilité de la 3<sup>e</sup> dose dont les études démontrent qu'elle a une efficacité partielle d'environ dix semaines. Il s'inquiète de ces injections sans diagnostic sur des personnes infectées : une hérésie médicale de plus.

Nos politiques se sont pris pour des médecins, l'énarque étant omniscient. Ils se sont substitués aux sachants pour décider à leur place. Ils ont succombé à des réseaux d'influences et de corruption, sciemment ou non, et cupides à souhait. Aujourd'hui, ils abusent et nous enferment dans leur entêtement tragique. En imposant le passe vaccinal, ils ôtent le renouvellement du consentement. C'est une extorsion de fait. Comme dans une secte ou un mouvement mafieux, une fois un premier consentement obtenu, c'est l'enfermement, l'impossibilité de se rétracter et de dire non. C'est l'épreuve à laquelle nos concitoyens sont confrontés. Leur liberté est morte. Pourtant, pour leur santé future, informons-les, expliquons et essayons de les convaincre.

Les Français vont donc devoir s'abonner à des doses déjà achetées et nous pouvons prévoir une par trimestre ou quadrimestre pour rassasier en milliard des laboratoires. Reste le résultat et l'addition sanitaire. La dégradation du système immunitaire est une atteinte à l'intégrité physique et à la dignité de la personne humaine. Merci à ces éminents professeurs de s'exprimer encore et encore, plus vertement. Nous voyons que les hommes de science ne suivent plus.

Alors, préparons le grand procès des laboratoires et la poursuite de leurs actionnaires. Pour ma part, je ne souhaite

pas que les Français payent pour des escrocs venus d'ailleurs. Ce sera demain l'épreuve de vérité de l'éthique des affaires, de la responsabilité sociale et environnementale et des promesses des entreprises éthiques et vertueuses. Soit ces concepts ne veulent rien dire, soit il faudra très vite les mettre en œuvre. Dans ce cas, les laboratoires américains et les fonds devront payer leur corruption et leurs publicités mensongères et leurs crimes, car les morts par vaccination sont déjà légion.

**Pierre-Antoine Pontoizeau**